

**Développement - Migrations - Loi
d'orientation pour le développement
- Pacte mondial pour des migrations
sûres, ordonnées et régulières -
Entretien de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec "France
Bleu Provence" - extraits
(Marseille, 17 décembre 2018)**

Q - Bonjour Jean-Baptiste Lemoyne.

R - Bonjour.

Q - Merci d'être sur France Bleu Provence. Vous êtes à Marseille aujourd'hui pour dresser les grandes lignes, avec les élus locaux et des associations, d'une future loi en faveur de la solidarité internationale, ce alors que la mobilisation des gilets jaunes a été plus faible et que ce mouvement inédit vous oblige quand même à faire autrement. Il y a quand même un lien entre votre présence à Marseille aujourd'hui et le mouvement des gilets jaunes, non ? Est-ce que cette crise marque une sorte de tournant social ?

R - Pour ma part, j'ai pris soin d'aller régulièrement à Marseille pour travailler à un certain nombre de politiques avec le terrain, avec les acteurs locaux, que ce soit les élus, que ce soit les associations. C'était le cas en matière de tourisme, en matière de commerce extérieur lorsque nous avons lancé l'équipe de France de l'export de la région Sud. Aujourd'hui, je suis heureux de revenir pour construire, co-construire avec ces mêmes acteurs de terrain, cette loi d'orientation pour le développement. Parce que tout se tient : nous avons à faire face à un certain nombre de défis ensemble sur cette planète terre...

Q - ...migratoire notamment...

R - Défi migratoire notamment. Et que n'a-t-on entendu comme inepties ces derniers jours...

Q - On va y revenir à propos du pacte de Marrakech. L'idée c'est quand même d'aider au développement, justement, dans des pays dont sont originaires les migrants pour précisément éviter le flux migratoire. C'est un peu cela l'idée de cette loi ?

R - La loi, effectivement, vise à faire en sorte que la France fasse plus en matière de

développement. Depuis plusieurs années, les crédits budgétaires alloués à cette politique avaient diminués et le président de la République a souhaité que l'on passe de 0,38% du revenu national dédié à cette politique à 0,55%. Donc, dès l'année prochaine, dès 2019, c'est un milliard d'euros supplémentaires qui sont mis sur la table pour pouvoir conduire des actions de formation professionnelle, pour aider des jeunes dans l'entrepreneuriat, pour améliorer la gouvernance. Tout cela c'est lutter contre les racines des problèmes qui parfois jettent sur les routes et sur les routes de la mort un certain nombre de jeunes filles et de jeunes femmes du continent africain par exemple.

(...)

Q - Des gilets jaunes et une partie de la droite sont affolés par le pacte de Marrakech. L'idée, c'est peut-être justement d'en parler ici avec vous parce que c'est vous, Jean-Baptiste Lemoyne, qui avez représenté la France, vous étiez à Marrakech. Le Rassemblement national et les Républicains dénoncent une opacité à propos de ce pacte dont on a absolument tout dit, tout et son contraire. De quoi s'agit-il ?

R - C'est simple, c'est une sorte de boîte à outils dans laquelle les Etats vont piocher pour travailler ensemble. Le pacte pose un principe, c'est la responsabilité partagée. Donc, face à un défi qui est global, la France toute seule ne s'en sortira pas, elle a besoin de travailler avec les Etats d'origine, elle a besoin de travailler avec les Etats de transit et donc, nous-mêmes, les Etats de destination également.

Il permet de lutter contre, par exemple, les filières d'immigration illégale, de lutter contre ces passeurs qui exploitent la misère humaine. D'ailleurs, la France a obtenu, au Conseil de sécurité de l'ONU, des sanctions contre des passeurs en Libye. Je peux donc vous dire que l'on va continuer : par exemple pour donner un certain nombre d'outils aux Etats d'Afrique sub-saharienne pour mieux surveiller leurs frontières, en important des technologies ; pour créer des états-civils...

Q - Les Français n'ont pas été tenus à l'écart de cette décision qui va changer le visage du pays ? C'est ce que dit l'opposition.

R - Je vais rappeler à l'opposition que, depuis le mois d'avril 2018, cela fait plus de six mois qu'elle a sur le bureau de l'Assemblée nationale et du Sénat le document, et elle avait la capacité de déclencher un débat. Elle ne l'a pas fait, elle le fait aujourd'hui au moment où c'est dans l'actualité. Ces oppositions, elles sont à indignation bien sélective, bien variable et, hélas, elles n'ont pas fait véritablement leur travail pour se rendre compte six mois plus tard qu'un texte était déposé sur leur bureau.

Q - Jean-Baptiste Lemoyne, on est bien d'accord pour dire que le droit souverain des Etats à définir leur politique migratoire est réaffirmé, est redit dans ce pacte de Marrakech ?

R - Tout à fait. Dès le préambule, c'est le 7e paragraphe du préambule, si on veut être précis. Il y est précisé que la souveraineté des Etats est intacte et c'est donc à nous, Français, d'élaborer

notre politique migratoire et personne d'autre ne nous l'imposera./.